



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

50272



Distr.
GENERALE
E/ECA/CM.10/28
17 avril 1984
FRANCAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Comité technique préparatoire plénier
Cinquième réunion
Addis-Abeba, Ethiopie, 15-21 mai 1984
Point 9 (e) de l'ordre du jour provisoire

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Dix-neuvième session de la Commission
et dixième réunion
de la Conférence des ministres
Addis-Abeba, Ethiopie, 24-28 mai 1984
Point 10 (e) de l'ordre du jour provisoire

RAPPORT DE LA REUNION REGIONALE SUR
L'ANNEE INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE

TABLE DE MATIERE

	<u>Paragraphe</u>	<u>Page</u>
A. INTRODUCTION		
Organisation et objectifs de la réunion	1	1
Participation	2	1
Ouverture de la réunion	5	2
Election du Bureau	9	3
Adoption de l'ordre du jour	10	3
B. DECLARATIONS SUR LES POLITIQUES NATIONALES (Point 1 de l'ordre du jour)	11	3
C. SITUATION DE LA JEUNESSE AFRICAINE DANS LES ANNEES 80 (Point 2 de l'ordre du jour)	12	4
D. PLAN D'ACTION REGIONALE EN FAVEUR DE LA JEUNESSE (Point 3 de l'ordre du jour)	27	7

ANNESES

ANNEXE I PLAN D'ACTION REGIONAL

- A. Objectifs, historique et concepts	1	1
- B. Stratégie Générale	15	5
- C. Première Phase 1983-1984	18	6
- D. Deuxième Phase 1985	90	20
- E. Troisième Phase 1986-1995	98	25

ANNEXE II RESOLUTION SUR LA REUNION REGIONALE AFRICAINE
SUR L'ANNEE INTERNATIONALE DE LA JEUNESSEANNEXE III MOTION DE SOUTIEN A LA LUTTE DE LIBERATION EN
AFRIQUE AUSTRALEANNEXE IV RESOLUTION SUR LE NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE
INTERNATIONALE ET L'ANNEE INTERNATIONALE DE
LA JEUNESSE.ANNEXE V RESOLUTION SUR LE SECRETARIAT DE L'ANNEE
INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE.

RAPPORT DE LA REUNION REGIONALE SUR L'ANNEE INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE : PARTICIPATION, DEVELOPPEMENT, PAIX

INTRODUCTION

A. INTRODUCTION

Organisation et objectifs de la réunion

1. La réunion régionale sur l'Année internationale de la jeunesse: participation, développement, paix, s'est tenue à la Maison de l'Afrique à Addis-Abeba du 20 au 24 juin 1983. Elle a été organisée conjointement par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, en collaboration avec le Gouvernement éthiopien. La réunion avait pour objet de permettre aux pays de la région de participer effectivement et d'être associés activement aux préparatifs de l'Année internationale de la jeunesse, conformément au Programme spécifique de mesures et d'activités établi pour l'Année. Elle devait également offrir à ces pays l'occasion d'examiner et d'évaluer la situation des jeunes dans la région, compte tenu de leurs propres similitudes et différences; d'évaluer les politiques et programmes actuels concernant les jeunes; de mettre au point de nouvelles méthodes novatrices pour l'exécution des politiques et programmes visant une participation accrue des jeunes à toutes les activités de développement, en fonction de l'expérience, de la situation et des priorités de chaque pays et de promouvoir l'échange de renseignements sur les questions concernant les jeunes, notamment par l'amélioration et le développement des courants de communication. La réunion avait pour objectif spécifique d'élaborer un plan d'action régional relatif à la jeunesse qui constituerait un élément du Plan d'action mondial à long terme concernant les jeunes.

Participation

2. Ont participé à la réunion 39 délégations représentant les pays suivants: Algérie, Bénin, Botswana, Burundi, Cap-Vert, Congo, Côte d'Ivoire, Egypte, Ethiopie, Gabon, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Haute-Volta, Jamahiriya arabe libyenne, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Niger, Nigéria, Ouganda, République centre-africaine, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao-Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tchad, Togo, Tunisie, Zaïre, Zambie et Zimbabwe.

3. Les organisations et organismes des Nations Unies indiqués ci-après étaient représentés: FAO, Programme des Volontaires des Nations Unies/PNUD, FISE, OIT, OMS, UNESCO, HCR, Centre des Nations pour les établissements humains.

4. Ont participé en qualité d'observateurs les représentants des organisations suivantes: Organisation de l'unité africaine, Commission pour l'Année internationale de la jeunesse des Etats-Unis d'Amérique, African National Congress, SWAPO, Association pour l'enseignement social en Afrique ainsi que ceux des Gouvernements des Etats-Unis et de la Roumanie.

Ouverture de la réunion

5. La séance d'ouverture a été présidée par S.E. M. Guirma Yilma, Ministre de la culture et des sports de l'Ethiopie socialiste. Dans son allocution d'ouverture, il a évoqué la situation de la jeunesse de son pays et les mesures prises par le Gouvernement éthiopien en vue de coordonner les activités ayant trait à la jeunesse et de faire participer la jeunesse éthiopienne à l'édification de la société nouvelle.

6. M.J. Aiyegbusi, administrateur chargé de la Commission a donné lecture d'un message du Secrétaire exécutif de la CEA. Dans son message, le Secrétaire exécutif a fait une analyse de la situation de la jeunesse en Afrique, fondée sur les effectifs actuels et prévus de la population des jeunes compte tenu des conditions et tendances sociales et économiques prévalant dans la région. Il a mis l'accent sur les problèmes socio-économiques auxquels la nouvelle génération aurait à faire face en l'an 2000 et au-delà, si les tendances actuelles se poursuivaient. Il a également souligné l'impérieuse nécessité d'opérer des changements profonds dans l'environnement socio-économique africain, afin de rompre avec les concepts, conceptions et attitudes inadmissibles qui ont prévalu dans le passé en matière de développement et de s'engager dans la voie de la transformation socio-économique radicale recommandée dans la Stratégie de Monrovia et le Plan d'action de Lagos; et ce, en vue de débarrasser le continent du spectre de la pauvreté généralisée, du chômage et de l'injustice ainsi que de l'instabilité sociale et économique, et de réaliser une amélioration sensible de la qualité de la vie des populations africaines selon le principe de l'autosuffisance et de l'autonomie individuelles et collectives. Le Secrétaire exécutif a ensuite souligné le rôle de la jeunesse dans ce processus et la nécessité d'élaborer et de mettre en oeuvre des politiques nationales complètes concernant les jeunes et ayant pour but d'intégrer la jeunesse africaines dans la vie sociale globale et d'améliorer et d'accroître les possibilités permettant la participation pleine et active des jeunes au développement national ainsi qu'il est proposé dans les deux documents du secrétariat.

7. Le Président du Comité consultatif pour l'Année internationale de la jeunesse, M. Nicu Ceausescu, a exprimé l'espoir qu'à l'issue de leurs travaux, les participants proposeraient des plans pratiques bien définis en vue des préparatifs de la célébration et du suivi de l'Année internationale de la jeunesse.

8. Le Secrétaire exécutif de l'Année internationale de la jeunesse, M. Mohammad Sharif, a défini la stratégie globale et les objectifs de l'Année internationale de la jeunesse, ainsi que les attributions du secrétariat de l'Année. Il a en outre mis l'accent sur l'importance du rôle que la jeunesse était appelée à jouer dans la société ainsi que sur

l'importance cruciale de la réunion en cours en tant que première réunion organisée dans le cadre d'une série de cinq réunions régionales préparatoires de l'Année internationale de la jeunesse, précisant que la réunion en cours devrait préparer le terrain à l'organisation des autres réunions régionales en formulant des recommandations concrètes et pratiques au profit de la jeunesse africaine.

Election du bureau

9. La réunion a élu à l'unanimité le bureau suivant:

- | | |
|--------------------------------|--------------------------------|
| - Président | M. Wondimu Robi (Ethiopie) |
| - Premier Vice-Président | M. Tidjani Djellov (Algérie) |
| - Second Vice-Président | M. Konan N'Dri (Côte d'Ivoire) |
| - Rapporteur | M. Nelson Chirwa (Zimbabwe) |

Adoption de l'ordre du jour

10. La réunion a adopté l'ordre du jour suivant :

1. Déclaration des pays sur la situation de la jeunesse et les politiques et programmes en cours
2. La situation de la jeunesse africaine dans les années 80
 - (i) Questions et problèmes relatifs à la jeunesse
 - (ii) Situation de certaines catégories particulières de jeunes
 - (iii) Politiques et programmes nationaux relatifs à la jeunesse
 - (iv) Principes directeurs pour l'élaboration de politiques et de programmes relatifs à la jeunesse
3. Plan d'action régional
 - (i) Première phase 1983-1984
 - (ii) Deuxième phase 1985
 - (iii) Troisième phase 1986-1995
4. Coopération régional
5. Questions diverses

B. DECLARATIONS SUR LES POLITIQUES NATIONALES (point 1 de l'ordre du jour)

11. Vingt-deux représentants sont intervenus pour donner un aperçu de la situation de la jeunesse dans leurs pays respectifs ainsi que des diverses activités et différents programmes entrepris par les pouvoirs publics en matière de jeunesse. Ils ont également indiqué les mesures prises, au niveau national, pour s'occuper des nombreux problèmes

auxquels les jeunes avaient à faire face. Tous ont souligné le fait que l'accroissement rapide de la population juvénile, ajouté à la faible croissance économique, avait créé de nombreux problèmes complexes qui avaient pour noms: chômage et sous-emploi, insuffisance des infrastructures d'enseignement et de recherche, ainsi que des services de santé, exode rural et actes de délinquance. Ces problèmes étaient particulièrement aigus dans les zones rurales où vivait la majorité des jeunes.

C. SITUATION DE LA JEUNESSE AFRICAINE DANS LES ANNEES 80 (point 2 de l'ordre du jour)

12. Pour l'examen du point 4 (b) de l'ordre du jour, "Situation de la jeunesse africaine dans les années 80", les participants étaient saisis du document ECA/SDEHSD/IYY/83/WD.1 de juin 1983, qui a été présenté par un représentant du secrétariat de la CEA. Au titre de l'alinéa i) "Questions et problèmes relatifs à la jeunesse" de nombreux représentants ont passé en revue les divers problèmes qui se posaient aux jeunes dans leurs pays respectifs. Ils ont déclaré que les jeunes dans les zones rurales étaient en majorité analphabètes ou avaient une instruction sommaire, ne disposaient pas d'établissements de formation et de services de santé adéquats, étaient victimes du chômage et du sous-emploi et avaient peu de terres à leur disposition. Le pourcentage des jeunes abandonnant leurs études dans les zones rurales, ont-ils noté, était très élevé et continuait à augmenter, ce qui créait une situation qu'il fallait corriger d'urgence.

13. Plusieurs participants ont mentionné un certain nombre de problèmes qui font obstacle à l'intégration de la jeunesse au développement proprement dit et qui appellent des mesures urgentes de la part des gouvernements. Parmi ces problèmes il fallait citer:

a) L'inadaptation des systèmes d'enseignement actuels aux besoins de la société et la nécessité de revoir les programmes scolaires de façon à les adapter aux besoins nationaux;

b) L'aggravation de la délinquance juvénile due à un certain nombre de facteurs dont le chômage et le manque d'encadrement de la part des parents;

c) L'appui insuffisant de la famille à la formation scolaire des jeunes et la nécessité d'élaborer un code de la famille. On a noté qu'il n'y avait pas de lien entre l'éducation familiale et l'éducation scolaire, deux éléments qui devraient être liés;

d) Les grossesses non désirées des jeunes filles et la nécessité de promouvoir l'éducation en matière de vie familiale;

e) Les problèmes liés au cadre de vie, notamment l'insuffisance d'équipements récréatifs. De nombreux représentants se sont déclarés en faveur des campagnes de reboisement menées par les jeunes dans divers pays.

14. Au cours de l'examen du point 4 b) ii) de l'ordre du jour intitulé "Situation de certaines catégories particulières de jeunes", les participants ont entendu des déclarations sur la situation des diverses catégories de jeunes, à savoir la jeunesse rurale, la jeunesse urbaine, les jeunes femmes, les jeunes travailleurs, les jeunes handicapés, les jeunes réfugiés et les étudiants. Outre les catégories énumérées ci-dessus,

certaines représentantes ont déclaré que le problème des jeunes abandonnés par leurs parents et devant se débrouiller tout seul était grave et méritait une attention soutenue des pouvoirs publics. Ils ont également fait part de leur préoccupation au sujet du recours croissant à la main-d'oeuvre infantile.

15. En ce qui concerne la catégorie des jeunes handicapés, un certain nombre de participants ont souligné la nécessité d'adopter une politique visant à prévenir l'infirmité parmi les jeunes personnes grâce à des programmes de formation et à une large publicité sur les mesures préventives.

16. Certains représentantes ont estimé qu'en dépit du fait que les diverses catégories de jeunes avaient des besoins différents, il ne serait pas indiqué de catégoriser les jeunes étant donné que leurs besoins sont similaires et étroitement liés. Ils ont préconisé une approche globale des problèmes des jeunes.

17. Un des participants a exprimé sa préoccupation à propos de l'attitude discriminatoire des médias à l'endroit des jeunes femmes et estimé qu'il fallait un changement d'attitude à leur égard, ce qui contribuerait à une participation plus importante de leur part à l'effort de développement national.

18. S'agissant du point 4 b) iii) de l'ordre du jour intitulé "Politiques et programmes nationaux relatifs à la jeunesse", les participants ont noté que si un bon nombre de pays avaient pris les mesures nécessaires pour faire face aux besoins et aux problèmes des jeunes, d'autres par contre, n'avaient pas de politiques bien définies en faveur de la jeunesse. Après un long échange de vues et d'expériences sur cette question, les participants ont souligné que les politiques relatives à la jeunesse ne devraient pas être formulées isolément mais faire partie intégrante des politiques nationales de développement. Il a également été souligné que la participation des jeunes à l'élaboration de politiques éviterait bien des difficultés lors de l'exécution de ces dernières.

19. Lors de l'examen de l'alinéa iv) du point 4 b) de l'ordre du jour, un représentant, appuyé par de nombreux autres participants, a exposé une série de principes pour l'élaboration des politiques et programmes nationaux relatifs aux jeunes. Ces principes, a-t-il dit, devraient être pris en considération dans le souci de l'efficacité et de la cohérence des politiques et programmes relatifs aux jeunes.

20. Les participants ont examiné de façon approfondie les principes suivants:

a) Les politiques et programmes nationaux relatifs à la jeunesse devraient être fondés sur les besoins et aspirations spécifiques des jeunes. Avec l'assistance des services techniques gouvernementaux appropriés, les jeunes devraient participer à l'élaboration de ces politiques et programmes ainsi qu'au suivi de leur exécution;

b) Les jeunes devraient être organisés en associations poursuivant certains idéaux et établies selon des critères d'ordre moral, social et culturel;

- c) Il faudrait regrouper les organisations de jeunes en vue d'assurer une mobilisation optimale des jeunes;
- d) Les gouvernements et les administrations locales devraient participer davantage aux activités concernant les jeunes, activités qui nécessitent leur soutien financier;
- e) Il faudrait assurer une planification adéquate des programmes d'enseignement et de formation en vue de l'intégration des jeunes à la vie socio-économique de leurs pays;
- f) Il faudrait coordonner et organiser des activités de jeunes à tous les niveaux;
- g) Il faudrait formuler une politique de suivi qui permette d'évaluer les mesures prises dans le cadre des principes susmentionnés. Cette évaluation pourrait se faire par le biais de réunions, séminaires, stages de formation etc.

21. Un certain nombre de représentants ont souligné l'importance qu'il y avait à confier au mécanisme national la double tâche d'élaborer et d'exécuter les politiques et programmes relatifs aux jeunes tels qu'énoncés dans le plan d'action pour le développement. D'autres ont estimé qu'il faudrait définir clairement les rôles que l'ensemble des organes gouvernementaux se livrant à des activités relatives à la jeunesse devraient jouer. La mise en place d'un mécanisme de coordination a été largement appuyée.

22. Un représentant a indiqué qu'il faudrait analyser soigneusement les indicateurs sociaux et économiques avant la formulation de toute politique concernant la jeunesse. Il a également souligné la nécessité de faire connaître le nouvel ordre économique international, le Plan d'action de Lagos et la Stratégie de Monrovia. Il a en outre indiqué que la formation de spécialistes à la formulation de politiques nationales concernant la jeunesse revêtait une importance capitale pour la région.

23. Un certain nombre de délégations ont également estimé que les efforts devraient être orientés vers la recherche dans le domaine de la jeunesse afin de rendre disponible les données vitales et les informations indispensables à la formulation des politiques.

24. Les participants ont exprimé l'opinion que la jouissance par les jeunes de liberté d'expression devrait être prévue dans toutes les politiques ou tous les programmes les concernant.

25. Les participants ont souligné qu'il était nécessaire de veiller, dans les politiques et programmes nationaux en faveur de la jeunesse, à ce que l'Etat accorde une plus grande attention au rôle des jeunes dans la promotion de la paix et de la compréhension entre nations.

26. Après un échange de vues sur divers aspects des politiques relatives à la jeunesse, les participants ont approuvé les principes directeurs pour l'élaboration de politiques et de programmes en faveur de la jeunesse figurant dans le document ECA/SDEHSD/IYY/83/WD.1, p. 37 à 42.

D. PLAN D'ACTION REGIONALE EN FAVEUR DE LA JEUNESSE (point 3 de l'ordre du jour)

27. En présentant le projet de Plan d'action régional en faveur de la jeunesse, un représentant du secrétariat a informé les participants que le projet de plan d'action avait été élaboré à partir de la situation de la jeunesse dans la région et de ses tendances, indiquées dans le document ECA/SDEHSD/IYY/83/WD.1 intitulé "La situation de la jeunesse africaine dans les années 80". Après un examen attentif des propositions contenues dans le Plan, les participants élaboreraient un plan d'action régional. Ce Plan d'action régional serait une contribution au Plan d'action mondial à long terme qui devrait être examiné par l'Assemblée générale.

28. Les participants ont examiné, de façon approfondie, les propositions contenues dans le projet de plan d'action régional. Après avoir fait un certain nombre d'amendements et d'ajouts au Plan, la réunion a adopté un plan d'action régional qui constituerait la contribution de la région à l'élaboration d'un Plan d'action mondial à long terme pour la jeunesse. Le Plan d'action adopté figure à l'annexe I du présent rapport.

29. L'exécution du Plan d'action régional serait assurée par la CEA en étroite collaboration avec le Centre des Nations Unies pour le développement social et les affaires humanitaires chargé de la préparation, de l'exécution et du suivi du Plan d'action mondial de la jeunesse, avec les institutions et organismes spécialisés des Nations Unies concernés, ainsi qu'avec les institutions et organisations intergouvernementales, gouvernementales et non gouvernementales intéressées et, en particulier, l'Organisation de l'unité africaine. C'est dans ce cadre qu'il faudrait accorder une attention particulière au renforcement de la Commission économique pour l'Afrique afin de lui permettre de jouer un rôle de premier plan dans la coordination au niveau régional, des activités en matière de jeunesse. Il pourrait s'agir du rassemblement de données et de renseignements aux Etats membres, de l'établissement d'un mécanisme d'échange et d'utilisation en commun des informations, de la coordination et de l'évaluation de programmes aux niveaux régional et national, ainsi que de la fourniture, sur demande, de services consultatifs.

30. Le rapport et les résolutions de la réunion régionale sur l'Année internationale de la jeunesse seront soumis à l'examen de la Conférence des ministres africains des affaires sociales, lors de sa quatrième session.

PLAN D'ACTION REGIONAL

A. Objectifs, historique et concepts

Objectifs

1. L'objectif du Plan d'action régional pour la jeunesse était de promouvoir des mesures efficaces en vue de la participation constructive et substantielle de la jeunesse dans tous les domaines du développement national, en particulier, dans celui de l'amélioration de son enseignement, de sa formation et de ses conditions de vie et de la maximisation de sa contribution au processus de développement grâce à une politique nationale de jeunesse globale et bien coordonnée.
2. Le document contenait des directives sur l'orientation d'ensemble au niveau régional, des activités qui pourraient être entreprises avant, pendant et après l'Année internationale de la jeunesse. Les participants ont examiné les propositions et élaboré un plan d'action régional fondé sur la situation économique, sociale culturelle et politique de la jeunesse. Le plan d'action régional repose également sur un programme spécifique de mesures et d'activités à entreprendre aux niveaux national, sous-régional et régional en vue de préparer et de célébrer l'Année internationale de la jeunesse.

Historique

3. La hausse du taux de fécondité et la baisse du taux de mortalité infantile qui ont assumé un caractère assez constant sont à la base de la jeunesse de la population en Afrique et de la faiblesse du taux d'activités. En 1980, 44p. 100 de la population totale estimée se composaient d'enfants de moins de 15 ans. Pour 100 personnes actives, en comptait 92 personnes à charge. En 1980, l'espérance de vie à la naissance, dans l'ensemble de l'Afrique, a été estimée à 47 ans pour les hommes et 50 ans pour les femmes et la dimension moyenne des familles était de 6 ou 7 enfants. 1/
4. Pendant la même année, environ 72p. 100 de la population totale estimée de l'Afrique vivaient dans les zones rurales. Néanmoins, la région africaine a enregistré le taux d'exode rural le plus élevé du monde au cours de la période 1960-1980. En effet, la population urbaine qui représentait moins de 20p. 100 de la population totale en 1960, est passée à environ 30p. 100 en 1980, soit un taux annuel d'accroissement d'environ 5p. 100 représentant près du double du taux d'accroissement démographique total. 2/

1/ "La CEA et le développement de l'Afrique - 1983-2008: Etude prospective préliminaire", CEA, avril 1983, p.9

2/ Ibid, p.9

5. Ces taux élevés de croissance démographique combinés aux taux élevés d'urbanisation, à la jeunesse de la population et aux coefficients élevés de dépendance de la région africaine ont imposé de graves contraintes aux efforts fournis au cours des deux dernières décennies en vue de parvenir à un développement socio-économique rapide dans la région. Les taux de croissance très modestes enregistrés ces 20 dernières années pour les principaux secteurs de production ont abouti, du fait d'un accroissement rapide de la population, à une augmentation généralement lente et inégale du nombre des installations et des avantages de la croissance économique, notamment pour ce qui est des possibilités d'obtenir un emploi rémunérateur, une éducation, des soins médicaux et des conditions de vie toujours meilleures.

6. Tout porte à croire que le chômage, le sous-emploi et la pauvreté de masse demeurent monnaie courante dans la région. Le taux élevé du chômage est encore aggravé par une répartition inégale du revenu déjà faible. Les données disponibles sur la répartition des revenus indiquaient qu'environ 70p. 100 de la population africaine totale estimée étaient actuellement indigents (C'est-à-dire qu'ils vivaient en deçà du seuil de pauvreté) ou qu'ils en étaient menacés. 3/

7. Les progrès accomplis ces 20 dernières années dans le domaine de l'éducation ont été relativement impressionnants. En effet, alors qu'en 1961 le taux de scolarisation dans les écoles primaires africaines couvrait deux cinquièmes environ des enfants du groupe d'âge correspondant, dans les écoles secondaires 3p. 100 seulement et dans les établissements d'enseignement supérieur un cinquième de 1p.100, en 1980, il était de 70, 14 1,8p. 100 respectivement. Malgré ces gains quantitatifs, l'enseignement continuait de poser de sérieuses difficultés aux gouvernements de la région car l'orientation de l'enseignement et la main-d'oeuvre qualifiée formée n'ont pas répondu aux besoins et aux aspirations de l'Afrique.

8. Les conditions d'hygiène s'étaient améliorées de façon sensible. C'était en particulier le cas dans les domaines tels que les soins maternels et infantiles, la lutte contre les maladies transmissibles et l'éducation sanitaire. Le rapport médecins/habitants était passé de 1/10 000 en 1970 à moins de 1/6 500 en 1980. Toutefois les services de santé étaient nettement insuffisants et très mal répartis, au profit des zones urbaines. Le problème de l'eau demeurerait également très sérieux: dans l'ensemble de l'Afrique seule une personne sur quatre avait accès à une eau salubre. 4/

3/ "25 ans au service du développement et de l'intégration de l'Afrique", UNECA 1983, p.54. Le seuil de pauvreté pour des gens très pauvres en Afrique équivalait à un revenu par habitant de 115 dollars aux prix de 1972 tandis que les indigents étaient ceux dont le revenu par habitant est inférieur à 59 dollars.

4/ "La CEA et le développement de l'Afrique, 1983-2008: Etude prospective préliminaire," op. cit., p. 10

9. L'un des problèmes aigus causés par la rapide urbanisation étaient la pénurie de logements décents. Pour l'ensemble de la région, le taux d'accroissement des logements étaient approximativement de 3 unités pour 1000 personnes annuellement, tandis que le besoin était estimé entre 10 et 13 unités pour 1000.

10. Quelque mauvaises que soient ces conditions actuelles, l'étude prospective préliminaire a démontré que l'ampleur des problèmes du continent en l'an 2008 serait désastreuse si les tendances actuelles se maintenaient dans l'avenir. Selon un scénario des tendances historiques, la population totale de l'Afrique serait d'environ 1,1 milliard d'ici à l'an 2008, ce qui supposerait un taux de croissance annuel de 3.2p. 100 au cours des 25 prochaines années. 5/ Si le rythme actuel de l'exode rural se poursuivait, 44p. 100 de la population africaine serait urbanisée. A moins que ce taux d'urbanisation ne s'accompagne d'un développement très rapide des services publics (eau, égouts, transports, santé, logements, etc.) la majeure partie de la population citadine projetée, soit 472 millions de personnes, vivrait dans des conditions de profonde misère. Les besoins de logements dépasseraient le niveau sans précédent de 220 millions d'unités en l'an 2008, ainsi dans les zones urbanisées, il faudrait plus de 115 millions d'unités d'habitation pour loger la population urbaine. 6/ Si l'on comparait l'an 2008 à l'an 1980, la population d'âge scolaire serait de 178 millions (enseignement primaire), 152 millions (enseignement secondaire) et de 124 millions (enseignement supérieur) contre 80, 65 et 58 millions respectivement en 1980. 7/ Les conséquences de ces augmentations prévues des différentes catégories de la population sur le plan de la pression exercée sur les services d'enseignement et l'ampleur du problème de l'emploi allaient de soi. On avait estimé que d'ici à l'an 2008 la population active passerait à 510 millions, avec le sous-emploi frappant 70,8p. 100 de la population active rurale soit 203 millions 8/. Ces problèmes seraient en outre aggravés par la faiblesse et la répartition encore plus inéquitable du revenu de la population. La structure socio-économique de l'Afrique irait ainsi se dégradant du point de vue des disparités entre les revenus agricoles et urbains si les activités de développement à l'origine de la richesse, continuaient à être au détriment des zones rurales. C'est ainsi que l'écart rural-urbain par habitant serait environ le double de ce qu'il est actuellement. 9/

5/ "La CEA et le développement de l'Afrique, 1983-2008: Etude prospective préliminaire" page 25

6/ "la CEA et le développement de l'Afrique, 1983-2008", p.30

7/ Ibid, p. 26 (tableau 2)

8/ Ibid. p. 29

9/ Ibid. p. 31

11. Tandis qu'en 1980, le groupe d'âge de 15 à 24 ans constituait 19p. 100 de la population totale de l'Afrique, vers l'an 2000 on s'attend à ce que la proportion soit de 20p. 100. Entre 1975 et 1980, ce groupe d'âge a augmenté de 17p. 100 environ. Au cours du dernier quart de siècle, l'augmentation devrait être de l'ordre de 123p. 100, contre 80p. 100 pour les autres régions en développement. De même, alors que le nombre de jeunes (15 à 24 ans) dont le niveau d'études ne dépasse généralement pas l'école primaire et qui ne sont guère qualifiés pour les différentes activités économiques, représentait 22p. 100 de la population qui venait d'entrer dans la vie active, ce taux devrait quasiment doubler d'ici à l'an 2008, pour atteindre 41p. 100. En outre, d'ici à l'an 2008, la scolarisation primaire devrait toucher environ 176 millions d'enfants au total, contre 70 millions d'élèves dans le cas de l'école secondaire.

12. Compte tenu de ce qui précède, nul doute que la jeunesse africaine, plus que toute autre catégorie, devrait souffrir des sombres perspectives qui s'offrent à l'Afrique pour les 25 années à venir. Eu égard aux graves incidences que cette situation pourrait avoir sur la croissance économique et le progrès social aussi bien que sur les problèmes socio-économiques que représentent la pauvreté, le chômage et le sous-emploi, l'exode rural, les difficultés d'accès à l'éducation, aux services de santé, de logement et autres services, la malnutrition, l'aggravation de la délinquance, les troubles sociaux etc., il faudrait procéder systématiquement à une évaluation de la situation de la jeunesse et de son rôle dans le développement national global.

13. Comme il a été souligné dans le Plan d'action de Lagos et dans la résolution 423 (XIV) relative aux incidences sociales du Plan d'action de Lagos, la jeunesse est appelée à jouer un rôle crucial dans ce processus. 10/ Etant donnée l'importance du rôle de la jeunesse dans le développement socio-économique, le principal problème consistera toujours à résoudre les difficultés d'intégration de la jeunesse à la société dans son ensemble et à offrir aux jeunes davantage de possibilités afin de leur permettre de participer pleinement au développement global de la société.

14. A cet égard, il ressortait clairement des informations disponibles que les mesures prises jusque-là en vue de résoudre les problèmes de la jeunesse dans la région étaient insuffisantes et peu efficaces, les résultats obtenus étant dérisoires en ce qui concerne la solution des problèmes des jeunes et la satisfaction de leurs besoins. De même, il importait de souligner que la solution des problèmes de la jeunesse ne saurait être que globale, les jeunes constituant une partie intégrante de la société à laquelle ils appartiennent. L'élaboration de plans et de programmes intersectoriels intégrés était indispensables à la satisfaction des besoins et des aspirations des jeunes.

10) Cf. Par. 19 du Plan d'action de Lagos et du "Rapport annuel de la Commission économique pour l'Afrique 1980/1981" E/CN.14/814, New York, 1981.

B. Stratégie Générale

L'Organisation des Nations Unies avait adopté dans le cadre de l'Année internationale de la jeunesse une stratégie globale à long terme visant à promouvoir la participation de la jeunesse dans tous les domaines du développement social, économique, culturel et politique de leur pays.

16. Cette stratégie à long terme serait progressivement mise en oeuvre en trois phases principales:

- a) Au cours de la phase initiale, avant 1985, les éléments de base nécessaires à la planification et à la coordination à long terme seraient mis en place ou renforcés:
 - (i) Mécanisme de coordination
 - (ii) Diagnostic de la situation de la jeunesse;
 - (iii) Structuration de la participation de la jeunesse.

Pendant cette période des politiques et des programmes en faveur de la jeunesse seraient élaborées et testées dans le cadre de la planification nationale du développement;

- b) Au cours de la deuxième phase (1985), qui sera une phase d'évaluation et de renforcement, en exécuterait les activités suivantes:
 - (i) Evaluation des progrès accomplis lors de la première phase et renforcement des politiques et plans d'action à long terme;
 - (ii) Organisation de manifestations et d'activités pour célébrer l'Année internationale de la jeunesse et mettre l'accent sur la nouvelle approche coordonnée adoptée en vue d'une meilleure participation de la jeunesse au développement;
- c) La troisième phase sera une phase d'exécution, d'évaluation et de révision à l'échelle nationale, des politiques et de la planification en faveur de la jeunesse, au cours de la décennie 1986-1995.

17. Cette stratégie serait appliquée à l'échelle nationale, sous-régionale, régionale et internationale.

C. Première phase 1983-1984

A l'échelle nationale

a) Coordination

18. Les gouvernements africains doivent mettre en place ou renforcer les mécanismes nationaux de coordination existants en vue de l'élaboration et de l'exécution de leurs politiques nationales en faveur de la jeunesse dans le cadre du processus de planification nationale du développement. Cette structure de coordination qui peut être une commission, un conseil, etc., doit se situer le plus haut possible dans la hiérarchie administrative et son mandat doit traduire la volonté du gouvernement d'oeuvrer résolument en faveur de la mise en oeuvre de la stratégie; elle doit permettre la participation de tous les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux intéressés, elle doit veiller à ce que la jeunesse fasse entendre sa voix par une participation à la fois directe et indirecte; elle doit être décentralisée afin que les situations particulières à chaque région du pays soient prises en considération de façon adéquate: enfin, ce doit être une structure permanente.

19. Ce mécanisme de coordination doit être soutenu par un service technique administratif pourvu au minimum des ressources humaines et matérielles nécessaires à son fonctionnement. Il doit être l'organisme responsable, à l'échelle gouvernementale, de toutes les activités liées à l'Année internationale de la jeunesse.

b) Diagnostic

20. Le gouvernement doit établir un diagnostic de la situation des jeunes au niveau national. Ce diagnostic devrait se baser sur toutes les données disponibles; dans le cas où celles-ci feraient défaut, il faudrait prévoir des études, des enquêtes et des activités de recherche en vue d'obtenir des informations et en tenant compte des besoins de planification aussi bien à court qu'à long terme.

21. Ce diagnostic devrait tenir compte des politiques et des stratégies globales de développement du pays ainsi que de leurs effets actuels et à long terme sur la situation de la jeunesse et donc de leur pertinence pour ce secteur de la population dépend dans une large mesure, l'avenir du pays. Une telle évaluation devrait se faire dans le cadre de la Stratégie de Monrovia et du Plan d'action de Lagos.

22. A l'échelle nationale, le diagnostic devrait comprendre notamment, les éléments suivants:

i) Une définition de la notion de "jeunesse" dans le cadre du contexte social, économique et culturel ainsi que l'identification des diverses catégories de jeunes en vue de répondre à leurs besoins particuliers. Pour cela on peut choisir divers critères: appartenance géographique (zone urbaine-zone rurale), instruction (niveau d'enseignement ou de formation atteint), groupe d'âge, sexe, appartenance à un groupe socio-économique, handicaps physiques, mentaux ou sociaux;

ii) Un profil statistique de la jeunesse, selon le sexe et, autant que possible par catégories, basé sur les indicateurs suivants: démographie, migration, enseignement et formation, participation au secteur économique (emploi, chômage, sous-emploi etc), santé (y compris santé mentale), infirmités, délinquance, utilisation abusive de drogues, participation à des associations (clubs, syndicats, etc.), activités d'ordre culturel, politique (partis politiques, institutions gouvernementales locales, etc.), religieux, scientifique, sportif et autres;

iii) Une étude des besoins et des aspirations des diverses catégories de la jeunesse tels qu'ils sont exprimés par les animateurs des organisations de jeunesse et leurs aînés au cours, notamment, de réunions, discussions et interviews, et tels qu'ils ressortent d'enquêtes sur le comportement des jeunes.

iv) Une étude de la famille et de son rôle traditionnel dans la socialisation de la jeunesse, de la manière dont ce rôle a été modifié par la modernisation et des nouvelles relations entre la jeunesse et la culture, dans ses aspects aussi bien positifs que négatifs.

v) Un examen des divers programmes gouvernementaux et non gouvernementaux en faveur de la jeunesse, des politiques explicitement ou implicitement contenues dans ces programmes, des ressources disponibles pour leur exécution, de leur coordination, des catégories et du nombre de jeunes qu'ils concernent et de l'adéquation de ces programmes aux besoins de la jeunesse et de la société;

vii) Un examen des politiques, législations et règlements en vigueur relatifs au statut des jeunes en tant que citoyens et de leurs relations avec les divers institutions sociales, économiques et politiques (autorité familiale et parentale, mariage, propriété, propriété foncière, travail, institutions pénales, défense nationale, service national, droit de vote, syndicats, coopératives, institutions de crédit, institutions politiques, etc.).

c) Structuration de la participation de la jeunesse

23. Les pouvoirs publics doivent prendre des mesures en vue de résoudre les problèmes qui empêchent les jeunes de prendre une part active à de nombreux domaines de développement et de bénéficier des services fournis par les institutions de développement. A cet effet, les autorités doivent encourager et soutenir les groupements de jeunes, quelle que soit la structure qui corresponde le mieux aux conditions culturelles, sociales, économiques et politiques du pays et à la situation et aux besoins particuliers des diverses catégories de la jeunesse. Les données et les renseignements obtenus lors de l'élaboration du diagnostic doivent permettre d'identifier le genre de structure qui convient le mieux.

24. Quoi qu'il en soit, il faudrait veiller à ce que les structures des groupements de jeunes favorisent la coopération de la jeunesse avec d'autres secteurs de la société et ne constituent pas un facteur supplémentaire d'isolement; il faut également que ces structures offrent à tous les jeunes la possibilité d'en devenir des animateurs. Elles devraient en outre devenir l'un des principaux moyens, pour la jeunesse d'exprimer ses besoins et ses aspirations et de participer pleinement aux politiques de développement national.

d) Elaboration de politiques nationales en faveur de la jeunesse

25) Il faut créer, ou, les cas échéant, renforcer, un mécanisme permettant le suivi, l'évaluation et l'examen effectifs des politiques et des programmes nationaux en faveur de la jeunesse en vue d'améliorer leur efficacité.

26) Sur la base du diagnostic établi à l'échelle nationale, de la situation de la jeunesse, les pouvoirs publics doivent, dans le cadre des structures de coordination créées à cet effet, entreprendre, l'élaboration de politiques nationales en faveur de la jeunesse ainsi que celle de plans et de programmes pour l'exécution de ces politiques dans le cadre des plans nationaux de développement. Au cours de ce processus d'élaboration, il conviendrait de tenir compte des orientations ou des éléments suivants:

i) La jeunesse et la société

27. Les pouvoirs publics devraient élaborer une "charte de la jeunesse" qui définirait la place et le rôle de la jeunesse dans la société, ses droits, ainsi que les devoirs de la société envers elle; les espoirs que la société place dans la contribution de la jeunesse à l'unité et à l'indépendance du pays, à la paix et au développement, et, enfin, le rôle des jeunes dans la préservation, le renforcement et la transmission des valeurs culturelles et des traditions essentielles de leur communauté.

28. Les pouvoirs publics doivent prendre des mesures en vue d'aider la famille à protéger la jeunesse contre l'exploitation et les abus, à s'adapter aux nouvelles conditions socio-économiques et à renforcer son rôle en matière d'éducation, d'orientation et de socialisation de la jeunesse, ainsi qu'à promouvoir les droits physiques, matériels et moraux des jeunes. Les départements chargés de l'éducation, de la protection sociale, du développement communautaire, de la santé, de la jeunesse et de la culture doivent, en coopération avec les chefs traditionnels, les associations de parents, les organisations féminines, les groupements de jeunes et les médias, élaborer à cet effet des stratégies et des programmes coordonnés.

29. Il faut examiner, à la lumière des conditions économiques et sociales actuelles, celles des traditions qui conditionnent la situation et le rôle de la jeunesse dans la société et leur accès aux responsabilités sociales. Il faut particulièrement se pencher sur les traditions relatives au mariage, à la propriété foncière, à l'héritage, à la participation à la prise de décisions et à la manière dont tout cela a une incidence sur la situation des jeunes hommes et des jeunes femmes.

30. Etant donné que la plupart des maux dont souffre la jeunesse africaine résultent de la situation héritée du système féodal et colonial, il serait souhaitable que les pouvoirs publics oeuvrent pour une large démocratisation de nos sociétés en luttant contre les facteurs et comportements qui tendent à réduire le place et le rôle de la jeunesse.

31. Les pouvoirs publics doivent souscrire à tous les instruments internationaux et régionaux relatifs à la jeunesse adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine et les respecter.

32. Les pouvoirs publics doivent veiller à élaborer une politique nationale d'information relative à la jeunesse en vue de mieux informer le reste de la société sur les problèmes préoccupants et les aspirations de la jeunesse; et en vue de mieux orienter les jeunes dans le processus de leur intégration sociale grâce à une information fonctionnelle adaptée et d'assurer aux jeunes une préparation permettant leur participation effective au développement national.

ii) La jeunesse et la mise en valeur des ressources humaines

33. Les pouvoirs publics doivent élaborer, dans le cadre du Plan d'action de Lagos, une politique de mise en valeur des ressources humaines qui tienne particulièrement compte du rôle des jeunes. Il faut réévaluer la pertinence, le contenu et l'orientation des divers programmes d'enseignement et de formation par rapport aux politiques, stratégies et programmes de développement des différents secteurs de l'économie et en améliorer la coordination. Les pouvoirs publics sont invités à promouvoir et à organiser les programmes de formation grâce à un système institutionnalisé d'apprentissage.

34. Les pouvoirs publics doivent intensifier leurs efforts en vue de permettre à tous les jeunes d'avoir accès à l'enseignement élémentaire et de veiller à ce que cet enseignement soit adapté à leur environnement culturel et social et puisse les préparer à assumer leurs responsabilités économiques et sociales au sein de la nation. Il convient de promouvoir, à travers des structures traditionnelles ou modernes, la participation de la communauté pour veiller à ce que l'enseignement réponde à ces besoins.

35. Il faut réévaluer, à tous les niveaux, la contribution des établissements d'enseignement au développement de la société, de l'échelle communautaire à l'échelle nationale. Le rôle de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire (aussi bien en zone rurale qu'en zone urbaine) ainsi que celui de l'université doivent être examinés et rédefinies en fonction des nouvelles exigences du développement socio-économique. Des programmes d'assistance aux secteurs non scolarisés de la société par des jeunes ayant reçu une certaine instruction doivent faire l'objet d'études et, si nécessaire de révisions.

36. Il convient d'accorder une attention particulière à la nécessité d'offrir aux jeunes filles des chances égales en matière d'accès à l'enseignement, à la formation et à l'emploi et de veiller à ce que l'enseignement ou la formation qu'on leur dispense ne soient pas limités à des domaines traditionnels ou stéréotypés.

37. Des mesures particulières devraient être prises pour permettre aux jeunes handicapés d'avoir accès à un enseignement et à une formation appropriés en vue de leur intégration optimale à tous les aspects du développement comme tous les autres jeunes.

38. Des efforts considérables devraient être déployés en vue de répondre plus facilement aux besoins des jeunes réfugiés en matière d'enseignement et de formation afin de permettre leur intégration dans le pays d'accueil ou leur retour dans leur propre pays. Il convient également d'aider les jeunes réfugiés des mouvements de libération reconnus par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine.

iii) La jeunesse et la promotion de l'emploi

39. Les pouvoirs publics devraient à long terme, accorder une haute priorité à la révision de leurs stratégies de développement en vue de permettre aux jeunes d'avoir accès à l'emploi et aux activités génératrices de revenus. Cette révision doit se conformer à la Stratégie de Monrovia et au Plan d'action de Lagos ainsi qu'à la nouvelle Stratégie internationale de développement. Il faut accorder une attention accrue au rôle de la jeunesse dans les divers secteurs du développement, particulièrement à travers la promotion et l'organisation des programmes de formation basés sur un système institutionnalisé d'apprentissage.

40. Les départements chargés du secteur agricole doivent réviser leurs politiques et programmes de formation et de vulgarisation afin que les jeunes villageois soient formés aux techniques modernes et qu'ils soient suivis et soutenus par les moniteurs chargés de la vulgarisation afin que la formation qu'ils ont reçue soit efficace.

41. Les stratégies de développement rural (y compris de développement agricole) doivent être axées sur la jeunesse, l'avenir des zones rurales dépendant de ce groupe. Il convient de réduire le laps de temps qui s'écoule entre le moment où les jeunes quittent l'école et celui où la société rurale accepte de leur confier un rôle significatif; cela peut se faire à travers des activités organisées engageant l'ensemble de la communauté et les spécialistes du développement conformément aux besoins essentiels et aux aspirations de la jeunesse.

42. Il faudrait favoriser les activités génératrices de revenus pour les jeunes dans les zones rurales, que ce soit dans l'agriculture, l'élevage, les petites industries ou les services. Les divers secteurs connexes doivent faire l'objet d'une étude;

les activités des institutions compétentes doivent être coordonnées en vue d'éliminer les obstacles dus notamment au système foncier et à la législation sur les prêts et de faire en sorte que les jeunes qui veulent se lancer dans des activités génératrices de revenus bénéficient, à tous les niveaux (de la formation à la commercialisation), de toute l'assistance requise.

43. Il faudrait effectuer des études en vue de déterminer le genre d'association qui permette au mieux aux jeunes d'entreprendre ensemble de telles activités (syndicats, coopératives, entreprises de jeunes, etc), afin de planifier et de mettre à exécution leurs propres projets.

44. Il faudrait accorder une attention particulière à la condition de jeunes filles dans les zones rurales et veiller à ce qu'elles bénéficient d'une chance égale de jouer un rôle significatif et constructif dans tous les domaines du développement; elles devraient non seulement participer activement au processus de développement mais encore en tirer profit.

45. Afin que l'approche définie ci-dessus soit efficace, il faut élaborer des politiques nationales sur le rôle de la jeunesse dans le développement rural et ce dans le cadre des politiques globales en faveur de la jeunesse. Ces politiques doivent définir le rôle et les responsabilités de chacun des départements intéressés: enseignement, agriculture, développement rural, développement communautaire, santé, commerce, industrie, planification, affaires sociales, institutions de crédit et de commercialisation à l'intention des jeunes, etc.: il faut veiller à ce que la communauté et le secteur privé ainsi que les groupements de jeunes au niveau de village participent à ces politiques.

46. Il faudrait mettre en place, à tous les niveaux, y compris à l'échelle du village ou du district, des mécanismes reliés aux mécanismes nationaux de coordination en vue de coordonner les activités des institutions mentionnées ci-dessus.

47. Chacune de ces institutions devrait tenir compte des responsabilités sectorielles de la jeunesse dans le cadre de sa propre politique sectorielle et accorder aux jeunes une place prédominante dans les plans et les programmes qu'elle élabore. Les politiques relatives au rôle de la jeunesse dans le développement rural deviendront ainsi partie intégrante des politiques nationales de développement rural.

48. La promotion de l'emploi des jeunes dans les zones urbaines doit également faire l'objet d'une approche intégrée et coordonnée et constituer l'élément principal des politiques de promotion de l'emploi, à l'échelle du gouvernement, des institutions intéressées et des services de soutien (formation, organisation, gestion, crédit, commercialisation et autres domaines).

49. Il faut étudier la possibilité de mettre en oeuvre des projets à forte intensité de travail en vue d'assurer un revenu à un grand nombre de jeunes; cela s'applique notamment aux pays qui connaissent une agriculture saisonnière et donc, de longues périodes d'inactivité.

50. La situation des jeunes employés dans les secteurs structurés et non structurés doit faire l'objet d'une étude afin d'empêcher qu'ils soient exploités en raison de leur âge et de leur sexe. Les départements chargés du travail, des affaires sociales, de la santé et de la jeunesse, ainsi que les syndicats, les organisations d'employeurs, les organisations de jeunesse et les organisations féminines, doivent coopérer en vue d'étudier cette situation et d'y porter remède. Il faudrait au besoin, procéder à la révision des législations pertinentes.

51. Des mesures devraient être prises afin que les jeunes handicapés puissent bénéficier d'une égalité de chances. C'est ainsi que, par exemple, il faudrait adopter des mesures d'ordre juridique et administratif en vue de réserver, dans le secteur public, des postes aux handicapés et d'encourager les jeunes handicapés à acquérir une formation en fonction de leurs aptitudes.

52. Il faudrait entreprendre tous les efforts possibles pour permettre aux jeunes réfugiés de trouver leur place dans la vie économique du pays d'accueil.

iv) La jeunesse, la santé, et l'environnement

53. En formulant une politique nationale concernant la jeunesse, il conviendrait de tenir compte des aspects de l'environnement telles que le rôle de la jeunesse dans la protection et la conservation de la nature de même que la mobilisation des énergies des jeunes dans des activités communautaires destinées à améliorer l'environnement, dans l'utilisation productive du temps libre en vue de l'amélioration de la vie.

54. Les aspects de la politique nationale de jeunesse relatifs à l'environnement, devraient comprendre des activités telles que des campagnes encourageant la plantation d'arbres en vue de combattre la désertification et l'érosion, des activités environnementales contribuant à l'amélioration de la santé grâce aux soins de santé primaire, l'assainissement des taudis dans les zones urbaines et la construction des installations récréatives dans les quartiers africains.

55. Il faudrait définir une politique relative aux besoins et au rôle de la jeunesse dans le cadre d'une politique nationale de développement des services de santé et l'intégrer aux politiques nationales en faveur de la jeunesse.

56. Il faudrait entreprendre, dans chaque pays, une étude des besoins particuliers des jeunes adolescents, en matière de santé aussi bien physique que mentale. Cette étude devrait tenir compte des conditions différentes que connaissent chacune des catégories de jeunes et des facteurs qui peuvent influencer sur leur santé physique et mentale (environnement matériel et social, conditions de travail, logement, etc.).

57. Des programmes d'orientation et de conseils en matière d'éducation sanitaire pour les jeunes devraient être planifiés et organisés en coopération avec, notamment, les départements chargés de la santé, de l'éducation, de la protection sociale, du travail et de la jeunesse ainsi que des organisations féminines et des organisations bénévoles intéressées. Il faut insister particulièrement sur l'éducation familiale, y compris l'éducation sexuelle. Les méthodes utilisées doivent permettre de dépasser les interdits traditionnels et de s'assurer la coopération des familles. Ces programmes doivent également encourager un comportement sexuel réfléchi de la part des jeunes. Les pratiques traditionnelles qui revêtent un caractère positif doivent être maintenues et intégrées aux programmes d'éducation sanitaire.

58. Il faudrait élaborer des programmes qui renforcent l'image positive que les jeunes filles peuvent se faire d'elles-mêmes. Cela doit être entrepris en coopération avec les ministères intéressés les organisations de jeunesse et les médias.

59. Des programmes de conseils et d'assistance aux jeunes femmes enceintes et jeunes mères célibataires devraient être mis sur pied afin de les aider à réintégrer leurs familles; achever leurs études, disposer d'une source de revenus régulière, ne plus subir d'exploitation et retrouver leur dignité et le respect de la communauté.

60. Des efforts devraient être entrepris en vue de mettre des logements à bon marché à la disposition des jeunes mères célibataires qui doivent émigrer vers la ville pour suivre des cours ou trouver un emploi.

61. Chaque fois que cela serait nécessaire, il faudrait effectuer des études pour déterminer les causes de l'usage abusif de drogues et d'autres stupéfiants parmi les jeunes, les formes que revêt cet usage et les mesures à prendre pour y remédier.

62. Des plans devraient être élaborés, en coopération avec les départements intéressés, les organisations de jeunesse, les organisations féminines et les organisations bénévoles, en vue d'encourager une participation massive des jeunes à la promotion des soins de santé élémentaires dans la communauté dont ils font partie. De même, la participation des jeunes à des activités de protection de l'environnement devrait être encouragée (assainissement de l'environnement, plantation d'arbres, etc.).

63. Des règlements et des mesures devraient être adoptés, dans le cadre de l'aménagement urbain, afin que des espaces suffisants soient réservés aux loisirs et aux activités sportives et soient équipés à cet effet.

v) La jeunesse et la culture

64. L'étude de l'héritage culturel national devrait constituer un élément important de tous les programmes d'enseignement, de type classique ou non destinés aux jeunes.

65. Il faut également étudier les organisations communautaires traditionnelles, leur rôle et leur fonction, la place et le rôle qu'elles accordent à la jeunesse et la façon dont elles peuvent répondre aux besoins actuels.
66. Les pouvoirs publics devraient prendre les mesures nécessaires en vue d'une réintégration socio-culturelle de la jeunesse intellectuelle africaine dans son histoire, dans sa société, dans ses coutumes et dans les préoccupations réelles des populations du continent. De même, ils doivent entreprendre des études en vue de dégager les causes profondes de l'"exode des compétences" et envisager les moyens d'y remédier.
67. Les chefs traditionnels, les spécialistes, les animateurs des organismes de jeunesse, des organisations culturelles et des organisations féminines devraient coopérer afin de définir les notions de "tradition" et de "modernisme", d'identifier les caractéristiques essentielles de leur culture et d'en faire des éléments dynamiques du progrès social. Des débats sur cette question devraient être organisés à tous les niveaux et en coopération avec les médias.
68. Les organisations de jeunesse doivent encourager et aider les jeunes à consigner tout ce qui a trait au passé et notamment à mettre par écrit et à enregistrer sur cassettes les légendes contées par leurs aînés et à apprendre les cérémonies, les danses, les chants, les arts et les jeux traditionnels. Il faut généraliser des festivals de culture nationale auxquels participeront aussi bien les jeunes que les adultes.
69. On devrait encourager et aider les jeunes à prendre des initiatives dans le domaine culturel de façon à leur éviter de sombrer dans l'imitation des valeurs culturelles d'autres pays.
70. Il faudrait organiser des concours (contes, romans, pièces de théâtre, chansons, arts plastiques, etc.) pour les oeuvres produites par les jeunes et se rapportant à leurs traditions ou à leur situation actuelle. De même, les jeunes devraient être encouragés à participer à la restauration et à la conservation des sites et monuments historiques de leur pays. Les pouvoirs publics devraient encourager les jeunes talents à s'exprimer librement et protéger ce droit.

vi) La jeunesse et la criminalité

71. Il conviendrait d'examiner les lois relatives à la protection des mineurs et au traitement des jeunes délinquants et, au besoin, de les réviser compte tenu de l'évolution de la situation sociale de la jeunesse.
72. Les départements chargés de la justice, de l'éducation, de la protection sociale, de la santé, de la jeunesse, de la police et du développement communautaire, ainsi que les municipalités, les organisations de jeunesse, les organisations féminines et les organisations bénévoles, doivent coopérer en vue d'effectuer les études requises et

élaborer de nouvelles stratégies coordonnées pour la prévention et le traitement de la délinquance juvénile, stratégies fondées sur une politique de participation active des familles et de la communauté afin que l'internement ne soit pas la règle mais l'exception. Si l'internement est jugé nécessaire, d'importants efforts devraient être entrepris afin que le délinquant demeure en contact étroit avec sa famille et qu'il puisse bénéficier de programmes, de conseils et de rééducation (enseignement, formation, travail, loisirs, etc.) qui faciliteront sa réinsertion sociale.

73. Les pouvoirs publics doivent définir un programme de mesures concrètes en faveur des jeunes défavorisés ou victimes du milieu social pour qu'ils ne deviennent pas des délinquants. A cet égard, il conviendrait de prendre certaines dispositions telles que la protection des mœurs, des films, etc... en vue d'assurer une éducation saine à la jeunesse. De toute façon les jeunes devraient être protégés contre toute forme de mauvais traitements et leurs droits respectés et sauvegardés.

vii) la jeunesse, les sports et les loisirs

74. Les pouvoirs publics devraient encourager le développement des activités physiques et sportives pour les jeunes dans le cadre d'une politique sportive à l'intention de l'ensemble de la population et accorder la priorité à la participation des masses plutôt qu'à la promotion d'une petite élite d'athlètes. Compte tenu de l'importance des échanges en matière de loisirs et de la valeur éducative du tourisme, les pouvoirs publics devraient définir clairement et inclure dans les politiques nationales en faveur de la jeunesse des programmes relatifs aux échanges en matière de loisirs et de tourisme.

75. Il faudrait s'attacher tout particulièrement à développer les activités sportives et récréatives dans les zones rurales, dans le cadre d'une politique de développement rural visant à améliorer les conditions de vie des jeunes. Une attention particulière devrait être accordée à la participation des jeunes femmes, dont bien souvent on ne tient pas compte, du fait des contraintes qui leur sont imposées par leurs devoirs domestiques ou de la priorité accordée aux sports "virils" (comme, par exemple, le football).

76. Les jeux et les sports traditionnels qui conviennent particulièrement à la situation en zone rural doivent faire l'objet d'études et si nécessaire, être revus ou adaptés et promus au rang de sport national grâce à l'organisation de championnats nationaux. Si des jeux traditionnels sont communs à plusieurs pays, il convient d'organiser des compétitions internationales.

77. Il faut prendre des mesures spéciales pour encourager la participation des jeunes handicapés aux activités récréatives de la jeunesse, en particulier, aux sports. Dans les cas où cela se révèle impossible, des arrangements particuliers doivent être pris à l'intention de ces jeunes.

viii) La jeunesse et la paix

78. La promotion des idéaux de paix et de compréhension mutuelle entre les jeunes doit être un élément essentiel des politiques nationales en faveur de la jeunesse. Le ministère de l'enseignement, les universités, les organisations de jeunesse, les médias et toutes les organisations culturelles ou bénévoles doivent collaborer en vue de l'élaboration de programmes et de politiques visant à renforcer les activités scolaires et extra-scolaires en ce domaine. Il convient de mettre l'accent sur l'élimination de toutes les formes de préjugés et de discrimination, qu'ils soient d'ordre racial, ethnique, culturel, religieux ou autre; cela peut se faire par des programmes d'information et d'enseignement et par des actions de solidarité pratique avec toutes les victimes de préjugés.

79. Les camps de travail internationaux et les activités organisées pour aider à l'intégration des jeunes réfugiés et des jeunes travailleurs migrants pourraient constituer un point de départ pour la promotion de la paix et de la compréhension entre les jeunes et y contribuer de façon pratique. Ces activités pourraient notamment avoir trait aux domaines suivants: information, enseignement, culture, arts, sciences, sports, loisirs et services collectifs. Il faut s'assurer l'assistance des jeunes étrangers étudiant ou travaillant dans le pays en vue de favoriser la paix et le compréhension.

B. A l'échelle régionale et sous-régionale

80. La révision et l'élaboration de politiques et de programmes nationaux en faveur de la jeunesse en vue d'une participation accrue des jeunes à tous les secteurs de la vie sociale, économique, culturelle et politique a été un processus à long terme et permanent devait être lancé au cours de la première phase et développé, exécuté et révisé, de façon permanente, au cours de la deuxième et de la troisième phases de la stratégie. Des actions à l'échelle internationale, régionale et sous-régionale servant de support aux actions nationales devraient également être mises au point.

81. Du fait de la grande diversité des situations et des ressources des pays africains, le rythme de ce processus serait sans doute très différent selon les pays considérés. En outre, la nécessité d'intégrer les politiques et les programmes en faveur de la jeunesse aux plans de développement nationaux échelonnés sur des périodes différentes se traduirait par un calendrier différent des activités. Pour toutes ces raisons, la planification des activités à l'échelle sous-régionale et régionale doit être suffisamment souple pour répondre à de telles diversités. Il faut que les activités soient réparties sur trois phases plutôt que d'être cloisonnées de façon rigide phase par phase. Seules les activités directement liées à la célébration en 1985, de l'Année internationale de la jeunesse nécessitent un calendrier précis.

82. Au cours de la première phase (1983-1984) il faut insister sur l'aide à accorder aux pouvoirs publics afin de les aider à mettre sur pied les structures nationales de coordination conformément aux principes définis ci-dessus, à évaluer la situation de la jeunesse dans chacun des pays et à lancer le processus d'élaboration de politiques, stratégies et programmes à long terme en faveur de la jeunesse. A cet effet, il faut mettre en place une structure de coordination régionale entre les institutions et les organes des Nations Unies sous l'égide de la CEA, conformément aux résolutions 32/197 et 33/202 de l'Assemblée générale, en vue de la coordination des services consultatifs et des programmes d'assistance technique en faveur de la jeunesse. Des structures similaires doivent être créées à l'échelle nationale sous la présidence du représentant résident du PNUD.

83. Les organisations de jeunesse régionale telles que le Mouvement panafricain de la jeunesse, doivent être encouragées à mettre en place une structure de coordination similaire qui jouira d'un statut consultatif auprès de la CEA et qui assurera une liaison étroite avec la Commission pour l'exécution des activités en ce domaine dans la région.

84. Les structures interinstitutionnelles et non gouvernementales doivent tenir des réunions communes pour planifier leur coopération et leur coordination en vue d'aider les pouvoirs publics à exécuter le plan d'action.

85. Il convient de promouvoir la coopération technique entre les pays de la région, particulièrement à l'échelle sous-régionale qui est celle où les pays connaissent des situations semblables.

86. Les organisations professionnelles régionales et les instituts de formation et de recherche régionaux (y compris les universités) doivent être encouragés à accorder la priorité absolue aux aspects de la promotion de la jeunesse qui correspondent aux domaines dont ils s'occupent; ils doivent être invités à coordonner leurs efforts de soutien à la promotion de la jeunesse avec ceux des structures de coordination mentionnées ci-dessus.

87. Les activités doivent par l'intermédiaire des structures de coordination et des mécanismes de coopération mis en place, être planifiées et lancées au cours de la première phase et poursuivies tout au long de la deuxième et de la troisième phase de la stratégie. A cet égard la CEA pourrait travailler en étroite collaboration avec les organisations et agences intergouvernementales et non gouvernementales concernées, en particulier avec l'Organisation de l'unité africaine.

a) Donner directement des conseils aux Etats intéressés, portant sur tous les aspects de l'élaboration des politiques et programmes nationaux en faveur de la jeunesse;

b) Donner des conseils aux Etats, à leur demande, pour l'élaboration de projets d'assistance internationale en vue de l'exécution de leurs politiques en faveur de la jeunesse;

c) Mettre en place un Centre régional de collecte et de diffusion des informations, études et expériences relatives à la jeunesse en Afrique;

d) Promouvoir les échanges permanents d'informations entre les pays, échanges relatifs à leurs données d'expérience en ce qui concerne l'élaboration des politiques, des structures et des programmes en faveur de la jeunesse. Ces échanges doivent être particulièrement intensifs à l'échelle sous-régionale entre pays qui connaissent des conditions similaires. Ces échanges d'informations peuvent prendre la forme:

- i) D'échanges de rapports et d'études;
- ii) De réunions et séminaires;
- iii) De visites de spécialistes des divers secteurs intéressés;
- iv) D'échange de personnel, à court terme;
- v) De voyages de groupe de jeunes dans les pays voisins en vue d'étudier les programmes en faveur de la jeunesse et prendre part aux activités en ce domaine;
- vi) D'accords entre les universités et les instituts de recherche pour planifier et exécuter en commun un programme de recherche sur la jeunesse;

e) Organisation de séminaires ayant trait aux activités entreprises en vue d'adapter les systèmes et les programmes d'enseignement aux besoins culturels, sociaux et économiques de chaque pays, dans le cadre d'une stratégie de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines;

f) Organisation de séminaires de format nn régionaux et sous-régionaux ayant notamment trait:

- i) A l'élaboration et à la coordination de politiques en faveur de la jeunesse; ainsi qu'aux méthodes et techniques de planification, des programmes correspondants intégrés au plan de développement national;
- ii) Aux divers types de structures et de programmes en vue d'organiser, de mobiliser et de faire participer les jeunes;
- iii) A la promotion de la participation des jeunes au développement rural;
- iv) Aux activités génératrices de revenus pour les jeunes;
- v) A la promotion de la participation des jeunes aux activités ayant trait à la santé et à l'environnement;
- vi) Aux stratégies pour la participation de la communauté à la prévention et au traitement de la délinquance juvénile;

vii) A l'intégration sociale des jeunes handicapés;

viii) A l'assistance aux jeunes réfugiés et à la solidarité entre les jeunes;

ix) A la promotion, parmi les jeunes, de leur propre culture;

x) Aux services d'orientation et de conseils pour les jeunes non scolarisés dans les zones urbaines;

xi) Aux méthodes de préparation à la vie familiale pour les jeunes, scolarisés ou non;

xii) Aux actions visant à promouvoir l'idéal de la paix parmi les jeunes, scolarisés ou non;

g) Organisation de camps de travail internationaux et d'activités bénévoles dans le cadre de la solidarité internationale entre les jeunes. Les organisations intergouvernementales, en liaison avec les organisations sous-régionales et régionales de jeunesse, sont invitées à mettre en oeuvre des projets concrets au bénéfice des jeunes en général, des jeunes défavorisés en particulier, avec l'appui technique et financier du système des Nations Unies.

h) Popularisation, parmi les jeunes, de la Déclaration de Monrovia et du Plan d'action de Lagos;

i) Les détails et les implications du Plan d'action de Lagos et de la Déclaration de Monrovia doivent faire l'objet d'examen au cours des réunions régionales sur la jeunesse de façon à formuler une stratégie pour l'application du Plan d'action de Lagos et de la Déclaration de Monrovia en vue d'encourager la compréhension et l'engagement de tous les jeunes africains à mettre à exécution ces deux instruments.

j) Promotion de la participation des jeunes aux institutions et réunions régionales.

88. Les ressources du secrétariat de la CEA doivent être renforcées afin de lui permettre d'exécuter le mandat élargi qui lui est confié.

C. A l'échelle internationale

89. A l'échelle internationale, les activités de soutien aux actions nationales et régionales doivent être renforcées au cours de la première phase et doivent se poursuivre tout au long de la deuxième et de la troisième phases:

i) Les Etats doivent, s'ils le désirent, bénéficier d'une assistance pour l'analyse systématique de la situation des jeunes dans le cadre des stratégies et des politiques générales de développement de leur pays;

ii) Les Etats doivent, s'ils le désirent, recevoir une assistance sous forme de services consultatifs ou de programmes de recherche, d'études, de rapports ou d'analyses des options qu'ils ont choisies en vue de définir les politiques et programmes nationaux en faveur de la jeunesse;

iii) Les commissions régionales et les institutions spécialisées des Nations Unies doivent, en coopération avec les organisations non gouvernementales, organiser des séminaires, des voyages d'étude et d'autres activités en vue d'un échange d'informations à l'échelle interrégionale, sur les divers aspects de l'élaboration des politiques en faveur de la jeunesse et de la participation des jeunes au développement;

iv) Il faut promouvoir et encourager la représentation de la jeunesse africaine à toutes les activités internationales organisées dans le cadre de l'Année internationale de la jeunesse;

v) Il faut encourager les gouvernements à faire participer des représentants de la jeunesse aux délégations nationales aux réunions des Nations Unies et des institutions spécialisées pour illustrer la participation des jeunes à l'échelle internationale;

vi) Le Siège de l'ONU doit, en coopération avec les commissions régionales, diffuser des renseignements sur les diverses déclarations et résolutions adoptées par les Nations Unies ayant trait aux jeunes et à leur avenir, notamment la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international fondé sur l'équité, l'égalité souveraine, l'interdépendance, l'intérêt commun et la coopération entre tous les Etats, indépendamment de leur système économique et social, ainsi que les diverses résolutions ayant directement trait à la jeunesse, à la promotion de l'idéal de paix et à la participation des jeunes au développement.

D. Deuxième Phase 1985

A) A l'échelle nationale

a) Planification à long terme

90. Il faudra, entreprendre en 1985, dans le cadre des structures nationales de coordination des politiques en faveur de la jeunesse, un examen global et détaillé des progrès accomplis au cours de la première phase. Cet examen doit notamment porter sur:

i) Les progrès accomplis dans l'élaboration d'une politique d'ensemble en faveur de la jeunesse et les diverses composantes sectorielles d'une telle politique;

ii) La façon dont ces composantes ont été intégrées aux stratégies et aux programmes coordonnés ainsi qu'aux plans nationaux de développement;

iii) Les progrès accomplis dans l'organisation de la jeunesse à tous les niveaux et la mise en place d'une structure nationale pour la participation des jeunes;

iv) L'évaluation des structures nationales de coordination et de leur capacité à atteindre les objectifs fixés;

v) L'évaluation des divers projets et de leur exécution dans le cadre des nouvelles structures de coordination.

A la suite de cet examen, il faudra, si nécessaire, procéder à des révisions et définir de nouvelles orientations. Des stratégies, plans et programmes à long terme doivent être mis au point en vue de leur exécution au cours de la décennie 1986-1995.

b) Activités pour l'Année internationale de la jeunesse (1985)

91. Les activités organisées dans le cadre de la célébration de l'Année internationale de la jeunesse doivent viser à renforcer les principales politiques et stratégies élaborées par les structures nationales de coordination ainsi que la coordination intersectorielle et interinstitutions à l'échelle opérationnelle. Cela peut se faire notamment par l'organisation de campagnes nationales, de concours et d'expositions en coopération avec les institutions gouvernementales et privées ainsi qu'avec les médias, dans les divers secteurs où les jeunes peuvent participer au développement, particulièrement dans les domaines suivants:

i) La jeunesse et la famille: débats, groupes de discussions, articles, programmes de radio et de télévision et autres activités portant sur les nouveaux besoins de la jeunesse et les nouveaux rôles de la famille au sein de la culture nationale;

ii) La jeunesse et la production: expositions, par les jeunes, de produits agricoles, d'animaux, de produits d'artisanat, etc.;

iii) La jeunesse et le développement rural: projets spécialement élaborés par des jeunes pour améliorer les conditions de vie en zone rurale; expositions pour illustrer les réalisations de jeunes ou de groupes de jeunes en ce domaine;

iv) La jeunesse et l'enseignement: projets et expositions illustrant les projets par lesquels les jeunes contribuent tout spécialement à l'enseignement, à l'alphabétisation, à l'éducation des jeunes handicapés, à l'enseignement de leur langue aux jeunes réfugiés, etc; projets de recherche par des étudiants sur les divers aspects de la condition des jeunes dans leur pays;

v) La jeunesse et la santé: participation massive des jeunes à une campagne axée sur l'un des problèmes de santé les plus importants de leurs pays; campagnes pour illustrer la participation des jeunes à l'amélioration des conditions sanitaires dans leurs familles et dans leurs communautés;

vi) La jeunesse et l'environnement: participation massive des jeunes au sein de la communauté dont ils font partie ou dans le cadre de projets nationaux de grande envergure (plantation d'arbres, projets de santé publique à l'intention des masses, etc.);

vii) La jeunesse et la culture: festivals de danse, de musique, de poésie, et de théâtre; expositions de tableaux, sculptures et autres oeuvres d'art (poterie, tissage, etc.) illustrant la contribution des jeunes à la culture, dans ses aspects aussi bien traditionnels que modernes;

viii) Concours littéraires: Concours littéraires organisés pour les écoliers, ayant pour thème la vie et les traditions de leur village ou de leur communauté;

ix) La jeunesse, la science et la technologie: Expositions montrant les techniques nouvelles mises au point par les jeunes pour améliorer les conditions de vie et de travail dans les zones rurales; expositions pour illustrer le rôle joué par les jeunes dans l'introduction d'une technologie appropriée dans leur village;

x) La jeunesse et les sports: Manifestations sportives et compétitions.

c) La jeunesse, la paix et la compréhension internationale

92. En ce qui concerne la jeunesse, la paix et la compréhension internationale, on peut envisager les activités suivantes;

i) Projets entrepris par les jeunes, dans le cadre des écoles ou des organisations de jeunesse, en solidarité avec les jeunes étrangers dans leurs pays (réfugiés, étudiants, ouvriers migrants) en vue de les intégrer à leurs activités;

ii) Expositions illustrant la façon dont les jeunes d'autres pays participent au développement de la société;

iii) Concours littéraires à l'intention des écoliers portant sur la paix et la compréhension mutuelle entre les communautés et les nations;

iv) Concours d'affiches à l'intention des jeunes sur le thème "la jeunesse: participation, développement, paix";

v) Emission de timbres postaux, de cartes postales, etc., pour célébrer l'année internationale de la jeunesse.

B. A l'échelle régionale et sous-régionale

93. Le secrétariat de la CEA doit coordonner les activités nationales, sous-régionales et régionales organisées pour la célébration de l'Année et leur apporter un soutien technique. Des services consultatifs peuvent être fournis aux Etats membres, à leur demande, pour planifier et exécuter ces activités. La CEA travaillera en étroite collaboration avec les organisations et agences intergouvernementales et non gouvernementales concernées, en particulier avec l'Organisation de l'unité africaine et facilitera des consultations entre comités nationaux de coordination pour l'Année internationale de la jeunesse aux niveaux régional et sous-régional.

94. Les activités organisées pour la célébration de l'Année internationale de la jeunesse (1985) pourraient notamment comprendre:

a) Des rassemblements de jeunes au cours desquels des équipes de jeunes pourraient organiser:

i) Des activités artistiques (musique et chant, danse, art et artisanat):

ii) Des jeux et des sports traditionnels;

iii) Des expositions et des séminaires illustrant la participation des jeunes dans les divers domaines du développement de leur pays;

b) Des camps de travail régionaux et sous-régionaux qui seront le symbole de la solidarité et de la paix entre les peuples;

c) Le Mouvement panafricain de la jeunesse est invité à examiner la possibilité d'organiser durant l'année 1985 le troisième Festival international de la jeunesse.

C. A l'échelle internationale

95. A l'échelle internationale on peut envisager les activités suivantes:

a) Organisation, en 1985, d'une réunion internationale sur le plan d'action mondial de la jeunesse en vue:

i) De renforcer la prise de conscience et éveiller l'intérêt de la communauté internationale en ce qui concerne l'Année, les graves problèmes auxquels ont à faire face les jeunes et les difficultés d'appliquer les politiques et les programmes en faveur de la jeunesse;

ii) D'examiner le plan d'action mondial à long terme et de faire des recommandations à ce sujet à l'Assemblée générale.

Les discussions doivent être axées sur l'examen du plan d'action mondial à long terme et sur les propositions en vue de nouvelles actions chaque fois que cela est nécessaire; les participants doivent faire partie de délégations nationales et être de préférence des représentants de pouvoirs publics et des comités nationaux de coordination pour l'Année internationale de la jeunesse, là où ils existent, ou encore des organisations nationales qui jouent le rôle de comités de coordination.

b) Organisation d'un festival international de la jeunesse au cours duquel seront représentées les cultures régionales et sera mise en valeur la participation des jeunes à la société et au développement.

D. Le rôle des institutions spécialisées des Nations Unies au cours de l'Année internationale de la jeunesse (1985)

96. La contribution spécifique des institutions spécialisées des Nations Unies à l'Année internationale de la jeunesse pourrait prendre la forme d'une assistance concrète en faveur des jeunes: projets ou programmes d'assistance technique devant être lancés en 1985 et pouvant être soit achevés au cours de cette même année, soit poursuivis au cours des années suivantes. Des projets et des programmes en faveur de la jeunesse pourraient être entrepris séparément par chaque institution ou conjointement avec une ou plusieurs institutions spécialisées des Nations Unies, à l'échelle nationale ou régionale. Les principaux bénéficiaires de ces projets et de ces programmes devraient être les jeunes les plus désavantagés (jeunes handicapés, jeunes ruraux et jeunes femmes). La préférence doit être accordée aux pays les moins avancés. Les projets et les programmes doivent être exécutés en consultation avec les autorités et les organisations de jeunesse non gouvernementales, à l'échelle nationale et régionale, et entraîner la participation active des jeunes intéressés.

E. Le rôle des organisations de jeunesse internationales non gouvernementales

97. Outre leur participation, aux niveaux national et régional, aux activités mentionnée ci-dessus, les organisations de jeunesse internationales non gouvernementales peuvent contribuer à organiser des contacts et des échanges Nord-Sud, à grande échelle, entre les jeunes. C'est ainsi que des jeunes, du Nord ou du Sud, et notamment ceux ayant eu accès à l'enseignement supérieur ou étant qualifiés sur le plan technique ou pédagogique, pourraient participer soit à des projets d'enseignement ou de formation, en 1985, des jeunes désavantagés soit aux activités nationales pour lesquelles leurs compétences peuvent être requises.

E. Troisième phase, 1986-1995

98. La troisième phase est celle de l'exécution, de l'évaluation et de la réorientation, à long terme, de toutes les politiques, stratégies, plans et programmes élaborés au cours des deux premières phases de la stratégie générale et décrits ci-dessus. Au cours de cette phase, tous les mécanismes de coordination doivent être renforcés, particulièrement à l'échelle nationale et régionale, à la lumière de l'expérience acquise au cours des deux premières phases.

99. Les Etats pourront, à leur demande, bénéficier d'une assistance pour la création des mécanismes de suivi de l'exécution des politiques et de leur évaluation.

100. Les ressources du programme de la CEA en faveur de la jeunesse et des programmes des autres institutions spécialisées des Nations Unies s'occupant de ces problèmes doivent être renforcées afin que puissent être intensifiés les programmes régionaux de soutien à l'exécution des politiques et les programmes nationaux en faveur de la jeunesse et que soit réalisée la coordination étroite entre les organisations régionales et nationales.

101. Une réunion spéciale de toutes les organisations intergouvernementales et non gouvernementales participant à la coordination régionale de la stratégie de l'Année internationale de la jeunesse doit se tenir en 1990 en vue d'évaluer les progrès accomplis et de décider des mesures à prendre pour améliorer l'ensemble du processus. Les différents pays doivent être invités à présenter des rapports d'activité et des recommandations à cette réunion.

102. Au cours de cette dernière phase, le secrétariat de la CEA poursuivra les activités dont il est fait état aux paragraphes 82 et 93.

RESOLUTION

SUR LA REUNION REGIONALE AFRICAINE SUR L'ANNEE INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE

La réunion régionale africaine sur l'Année internationale de la jeunesse.

Convaincue de l'importance de la pleine application du programme concret des mesures et activités à engager avant et pendant l'Année internationale de la jeunesse (A/36/215), ainsi que des recommandations approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 37/48;

Reconnaissant que la préparation et la célébration de l'Année internationale de la jeunesse contribueront à la réaffirmation des objectifs du nouvel ordre économique international et à l'application de la Stratégie internationale du développement dans le cadre de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement;

Convaincue de la nécessité impérieuse de mobiliser les énergies, l'enthousiasme et les capacités créatives des jeunes en vue de la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia et du Plan d'action de Lagos relatif au développement économique de l'Afrique comprenant l'Acte final de Lagos;

Considérant que le succès de l'Année internationale de la jeunesse, de même que l'impact maximum et l'efficacité qu'elle pourrait susciter dépendent de la préparation adéquate, ainsi que du soutien total des gouvernements, de toutes les institutions spécialisées, organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales et du public;

Notant avec satisfaction le rapport de la Commission économique pour l'Afrique sur la situation de la jeunesse africaine dans les années 80 (Document ECA/SDEHSD/IYY/83/WD.1), et le projet de Plan d'action régional (ECA/SDEHSD/IYY/83/WD.2) et félicitant la CEA pour l'orientation positive de ces documents;

Consciente de l'existence du mécanisme de coopération entre le secrétariat exécutif de la CEA et le Secrétariat général de l'OUA;

1. Approuve les conclusions et recommandations formulées dans les documents ci-dessus tels qu'amendés par la réunion, et demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de les porter à la connaissance de tous les pays africains afin de promouvoir l'application des recommandations contenues dans le Plan d'action régional en faveur de la jeunesse et la coopération régionale dans le cadre de l'Année internationale de la jeunesse;

2. Invite tous les Etats africains, qui ne l'ont pas encore fait à constituer des comités nationaux de coordination ou d'autres formes de coordination pour l'Année internationale de la jeunesse;

3. Souligne l'importance des consultations interinstitutions en tant qu'instrument utile de planification, de conception, de promotion et d'application des activités dans le domaine de la jeunesse aux niveaux global et régional, au titre de la mise à exécution de toutes les recommandations relatives à l'Année internationale de la jeunesse.

4. Demande à la Commission économique pour l'Afrique de prendre toutes les mesures nécessaires à une meilleure coordination des efforts des organismes des Nations Unies dans le domaine de la jeunesse, par le biais de réunions consultatives interinstitutions à organiser sous son égide en vue de la mise en oeuvre du plan d'action régional en faveur de la jeunesse;

5. Souligne l'importance d'une structure de coordination similaire d'organisations de jeunes au niveau régional, y compris le Mouvement panafricain de la jeunesse, servant d'organe consultatif auprès de la CEA quant à l'exécution des activités relatives à la jeunesse;

6. Fait appel au Secrétaire exécutif de la CEA agissant en collaboration avec le Secrétaire général de l'OUA pour qu'il assure la participation effective et adéquate de l'Afrique à l'Année internationale de la jeunesse;

7. Lance un appel à tous les Etats, aux organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, ainsi qu'au public afin qu'ils fassent en temps voulu des contributions volontaires destinées à la mise en oeuvre du Plan d'action régional africain en faveur de la jeunesse;

8. Prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de prendre toutes les dispositions nécessaires destinées à renforcer le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique, afin de lui permettre de s'acquitter des tâches étendues qui lui sont assignées en matière de jeunesse, notamment la mise en oeuvre du Plan d'action régional en faveur de la jeunesse;

9. Invite le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à user de tous les moyens dont il dispose, dans le cadre du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, pour augmenter les fonds destinés aux activités de l'Année Internationale de la Jeunesse.

10. Fait appel au secrétariat de l'Année internationale de la jeunesse pour qu'il prenne toutes les dispositions nécessaires aux niveaux appropriés en vue de l'application du Plan d'action régional en faveur de la jeunesse;

11. Prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le secrétariat de la CEA de prendre les mesures spécifiques visant à accroître la diffusion d'informations sur la jeunesse;

12. Prie le secrétariat de l'Année internationale de la jeunesse, de porter la présente résolution, ainsi que le Plan d'action régional en faveur de la jeunesse, à l'attention des autres réunions régionales consacrées à l'Année internationale de la jeunesse de même que de l'Assemblée générale des Nations Unies lors de sa 38ème session et du Comité consultatif sur l'Année internationale de la jeunesse à sa troisième session, à titre de contribution à un plan d'action global à long terme sur la jeunesse;

13. Demande en outre qu'un tel plan d'action global sur la jeunesse soit examiné au cours d'une réunion internationale sur la jeunesse organisée au début de l'année 1985 en tant que partie intégrante de la célébration de l'Année internationale de la jeunesse;

14. Exprime sa profonde gratitude au secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique et au secrétariat de l'Année internationale de la jeunesse pour la préparation et l'organisation réussies de la réunion régionale africaine sur l'Année internationale de la jeunesse.

15. Exprime aussi sa gratitude aux organismes et bureaux des Nations Unies, en particulier l'OIT, l'UNESCO, la FAO, l'OMS, l'UNICEF et le Programme des Volontaires des Nations Unies/PNUD pour leur entière collaboration et leur contribution à la réunion régionale sur la jeunesse.

MOTION DE SOUTIEN A LA
LUTTE DE LIBERATION EN AFRIQUE AUSTRALE

La réunion régionale sur l'Année internationale de la jeunesse organisée à Addis Abéba, capitale de l'Ethiopie socialiste, du 20 au 24 juin 1983 sous les auspices de la CEA et du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires.

Ayant entendu les communications des représentants des mouvements de libération nationale de l'Afrique australe (A N C, SWAPO) sur l'évolution de la situation dans cette partie de notre continent;

Après avoir noté avec indignation le mépris total affiché à l'égard des appels lancés par l'opinion publique à travers les organisations à différents niveaux et des personnalités des milieux divers par les autorités racistes d'Afrique du Sud qui persistent au contraire dans les actes de violence;

Ayant appris avec une profonde douleur la pendaison dans la prison centrale de Pretoria des jeunes combattants de la liberté: Simon Mogerane, Jerry Mosololi et Marcus Motaunge;

Ayant considéré l'importance historique de la lutte de libération des peuples encore sous domination étrangère, qui est inséparable de la lutte générale des peuples africains pour leur émancipation totale;

Considérant que la paix est une condition indispensable pour l'épanouissement des jeunes;

1. Apprécie hautement la volonté des mouvements de libération et de leurs militants de poursuivre la lutte, tout crime odieux des racistes galvanisant ainsi leurs énergies au combat contre l'oppression;
2. Apprécie hautement la contribution et l'engagement de nos gouvernements envers la libération totale de tous les pays encore sous domination coloniale et l'élimination de l'apartheid sous toutes ses formes;
3. Décide d'apporter un soutien actif à la juste lutte de la jeunesse d'Afrique australe avant et pendant la célébration de l'Année internationale de la jeunesse par la fourniture de vivres, de médicaments et par l'octroi de bourses aux jeunes des pays en lutte;
4. Lance un appel pour que soit mis fin immédiatement à l'occupation illégale de la Namibie par le régime sud-africain, et exhorte tous les pays épris de paix à collaborer avec les Nations Unies pour la mise en oeuvre de la résolution 435 de 1978;
5. Comdamne les agressions répétées commises par le régime de Pretoria contre les Etats indépendants et lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle apporte son soutien aux Etats de première ligne dans la lutte qu'ils livrent et les efforts qu'ils déploient pour la défense et la protection de leur souveraineté, de leur indépendance et de leur intégrité territoriale.

RESOLUTION
SUR LE NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET L'ANNEE
INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE

La réunion régionale africain sur l'Année internationale de la jeunesse

Reconnaissant l'importance de l'Année internationale de la jeunesse et la nécessité d'exécuter d'urgence le Programme spécifique de mesures et d'activités (A/31/215) ainsi que le Plan régional d'action pour l'Afrique (ECA/SDEHSD/IYY/83/WD.2).

Préoccupée par l'injustice et le déséquilibre qui caractérisent le système économique mondial actuel et par leurs incidences sur le développement socio-économique de la jeunesse.

Préoccupée également par l'évolution protectionniste des structures des échanges mondiaux,

Reconnaissant la gravité des problèmes socio-économiques qui découlent de cette évolution pour le continent africain,

Convaincue que le continent africain ne saurait connaître de développement socio-économique tangible et durable dans le cadre du système économique mondial actuel,

1. Prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, par l'intermédiaire du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, de prendre toutes les mesures nécessaires pour accélérer l'instauration du nouvel ordre économique international;

2. Lance également un appel à tous les jeunes d'Afrique pour qu'ils collaborent sans relâche avec le gouvernement de leur pays en vue d'atteindre, le plus tôt possible, les buts et objectifs du nouvel ordre économique international.

RESOLUTION SUR LE SECRETARIAT DE L'ANNEE INTERNATIONALE DE LA
JEUNESSE

La Réunion régionale africaine sur l'Année internationale de la Jeunesse.

Notant avec une grande satisfaction la création du secrétariat de l'Année internationale de la jeunesse et la nomination du Secrétaire exécutif de l'Année internationale de la jeunesse;

Félicite le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour cette décision;

Souhaite au secrétariat de l'Année internationale de la jeunesse plein succès dans l'accomplissement du mandat à lui assigné au titre du Programme spécifique de mesures et d'activités prévues avant et pendant l'Année Internationale de la jeunesse